

# La lettre de veille de l'école



n°2 - Juillet 2024



Pour décrypter les phénomènes complexes qui traversent le renouvellement urbain, une lettre où se concentrent des points de vue attachés aux trajectoires de long terme, mais situés dans l'épaisseur du présent.

## Edito

En parallèle de son activité de formation de professionnels et d'habitants, l'École du renouvellement urbain exerce une veille sur la façon dont certains acteurs experts – chercheurs surtout, mais pas seulement – s'expriment sur des thèmes connexes à ses enseignements.

Plusieurs fois par an, elle propose une sélection de ses découvertes, afin d'enrichir les regards et les réflexions communes, et nourrir les débats, sur des sujets souvent complexes, sensibles et en mutation.

Ce numéro, qui comprend des lectures de 2023 et de 2024, reflète de manière intense l'impact des évènements de l'été dernier, suite à la mort d'un jeune à Nanterre. Aussi l'analyse des phénomènes de violence y prend-elle beaucoup de place. Avec des réflexions sur leurs causes, mais aussi les conditions à réunir pour passer à l'engagement.

Pendant ce temps, sur le champ de l'urbain, l'urgence climatique questionne le potentiel des grands ensembles et du même coup, les outils d'intervention à y employer...

## SOMMAIRE

Les quartiers solutions pour la transition : 2 articles .....	p2
Les coûts de la démolition : 2 articles .....	p3
Militer ou s'engager : 1 livre + 1 article .....	p4
Violences et quartiers : 1 podcast + 1 article + 1 série d'articles .....	p5
Les émeutes ou la grande vulnérabilité des QPV : 1 article en condensé .....	p6

Ce document est interactif. Tous les titres verts signifiés par  renvoient vers les articles en ligne.

### LES QUARTIERS, SOLUTIONS POUR LA TRANSITION : 2 articles

**Transitions urbaines / Méthode de projet / Gestion urbaine / Stratégie urbaine / Dynamiques de l'habitat**

*Dans une logique d'aménagement économe en espace et soucieuse de la biodiversité, les quartiers deviennent des gisements de foncier et de nature : comment réussir cette évolution sur le temps long du projet ?*

#### **Revue Urbanisme : Le potentiel de ville ordinaire des QPV**

**Maider Darricau**, journaliste, propose dans **Urbanisme** une analyse du potentiel de ville ordinaire, dans ces quartiers à l'image jusque-là peu valorisée, mais bien situés et dotés de ressources architecturales et paysagères indéniables. Alors que l'évaluation globale des programmes de rénovation urbaine reste ambivalente, la dernière salve de projets et les innovations qui s'y rattachent ont l'intérêt de mettre en lumière une **inversion du regard des acteurs de la ville et des pistes concrètes de développement**. À l'heure du ZAN, les critiques sur les banlieues pourraient être dépassées, exemples concrets à l'appui, notamment à Bordeaux.

*« Enfin ces territoires bénéficient d'un écosystème d'innovation et d'un capital humain à valoriser. Fabriquer la ville sur elle-même a été, en quelque sorte, facilité pour ce fort désintérêt pour ce territoire industriel (...) »*

#### **Métropolitiques : Des solutions fondées sur la nature dans un quartier de grands ensembles**

**Philippe Bodéan** et **Béatrice Béchet**, urbaniste-géographe et hydrogéochimiste étudient dans **Métropolitiques** l'évolution d'un quartier de Nantes, exemple de grand ensemble bénéficiant de la rénovation urbaine. Ils mettent en avant implicitement un paradoxe : ces quartiers par leur conception, bénéficient de vastes espaces verts, mais leur valorisation délaissée en annule l'avantage. Au lieu de servir la qualité et l'image des quartiers, ces espaces incarnent alors une des facettes de leur dépréciation. Le projet de Nantes veut dépasser cette situation, en respectant l'héritage de dessin urbain du quartier, entendu par les habitants comme une valeur patrimoniale. Par exemple, des dispositifs légers, comme des bacs de culture, bien appropriés par les habitants, sont progressivement remplacés par de véritables jardins. L'étude qui montre le potentiel des Solutions fondées sur la nature (SfN), se conclut sur les perspectives ouvertes par la participation citoyenne promue par l'ANRU tout en regrettant l'approche encore descendante de celle-ci.

*« Les SfN questionnent ainsi tout autant les conditions matérielles des aménagements que le processus d'intervention. »*

## LES COÛTS DE LA DEMOLITION : 2 articles

### Dynamiques de l'habitat / Méthodes de projets / Stratégies urbaines

Quasi-symbole des programmes nationaux de rénovation urbaine à leur lancement, l'acte de démolir est aujourd'hui débattu et sa nécessité questionnée. Quelles observations et quels indicateurs mobiliser pour évaluer la pertinence de cet outil aujourd'hui récurrent pour « refaire la ville sur la ville » ?

#### Metropolitiques : Dans l'attente d'un relogement, angoisses et espoirs déçus de la rénovation

Charles Reveillere, sociologue qui a reçu le prix de thèse de la Ville, se place du côté des habitants. Son travail est présenté dans *Metropolitiques*. Il montre comment se traduit sur le terrain le temps d'incubation des projets de démolition, souvent fait de revirements, parfois au prix de contradictions. Il décrit comment se passe ce qu'il appelle le délogement, entre injonction d'en haut et résistances locales, délaissement organisé des lieux et attente, dans l'incertitude d'une amélioration, dont tous les habitants ne bénéficieront pas. Patrice Aubertel et Françoise Lorcerie, dans leur recension, regrettent que cette recherche couvre insuffisamment les transactions entre opérateurs et décideurs, et au-delà l'articulation ou la désarticulation entre ambition nationale de « mixité sociale », dynamiques territoriales et choix individuels des ménages relogés.

*« Rappeler la rénovation urbaine à ce qu'elle est : une politique de rattrapage qui se produit et se reproduit parce que les quartiers populaires sont structurellement discriminés dans l'allocation des ressources, et victimes d'un traitement en deçà du droit commun. »*

#### Politiques du logement : Contre l'obsolescence immobilière, la réhabilitation n'est pas la panacée

Réagissant aux prospectives de l'ADEME, qui font du critère énergétique le principal paramètre pour prévoir le développement de l'offre de logement, Jean Bosvieux, statisticien-économiste et Bernard Coloos, ancien haut responsable de la Fédération Française du Bâtiment, développent un plaidoyer pour éviter la systématisation des choix de réhabilitation dans les orientations nationales. S'intéressant à l'histoire de la rénovation urbaine depuis la seconde moitié du 20<sup>ème</sup> siècle, et au phénomène actuel de rejet des démolitions, ils mettent notamment en lumière la notion d'« obsolescence », à distinguer de l'âge ou de la vétusté des bâtis. Ils plaident pour un dispositif d'évaluation des démolitions et des réhabilitations, basé sur le bilan économique et l'impact social, en termes d'évolution de population.

*« S'il est envisageable, par exemple, de doter d'un ascenseur un immeuble qui n'en est pas pourvu, il n'est pas possible, dans le cadre d'une réhabilitation, de modifier sa structure, d'améliorer son ensoleillement ou de créer des places de parking ; encore moins de corriger des défauts liés à l'urbanisme ou aux équipements de proximité. »*

## MILITER OU S'ENGAGER : 1 livre + 1 article

### Modèle social et services publics

Entre le soutien de l'État à des politiques de terrain avec des habitants impliqués, et les luttes sociales portant la contestation de militants indépendants, comment accompagner l'engagement citoyen dans les quartiers ?

### La Vie des idées : Habitants et militants

Michel Kokoreff commente dans *La vie des idées* le livre de Denis Merklen, *Les indispensables : Sociologie des mondes militants*, Éditions du Croquant. Il rappelle d'abord l'histoire de l'engagement de l'Abbé Pierre, dans une époque où le militantisme pour les mal-logés s'invente par la pratique, en l'absence d'un État social développé. Puis il revient à la période actuelle et ses ambivalences, dès lors qu'il s'agit de définir qui est militant. En effet, l'institutionnalisation des actions pour la cohésion sociale conduit au développement de professionnels engagés, qui cherchent en permanence des compromis pour avancer, au détriment de luttes plus radicales en faveur d'avancées démocratiques. L'écart se creuse avec les militants aux actions contestataires, qui par principe refusent d'entrer dans le jeu institutionnel. Il en ressort une fragmentation du social et de ses luttes. La lecture de l'ouvrage s'entend alors comme une fresque qui décrit finement, autant qu'elle interroge la figure du militant.

*« On se demande si le « vrai sujet » qui intéresse Merklen n'est pas la transformation du social. Considérée comme une sphère à part entière, elle est écrasée d'un côté, par les politiques clientélistes de paix sociale, de l'autre par les stratégies individualistes des uns et des autres. »*

### Métropolitiques : Discriminations et politisation ordinaire dans les quartiers populaires

Marion Carrel, sociologue, revient sur l'absence de prise en compte dans le champ politique, des discriminations qui touchent au premier rang les quartiers populaires. Celles-ci marquent profondément les habitants, au point qu'elles peuvent apparaître comme un facteur explicatif des émeutes urbaines. Contre l'idée que les habitants des quartiers populaires seraient dépolitisés, l'hypothèse présentée est plutôt celle d'une politisation ordinaire, très liée à l'expérience personnelle et sensible de la discrimination. En effet, une grande enquête auprès de personnes ayant vécu des discriminations montre que la majorité d'entre elles, identifie des causes générales, structurelles et institutionnelles plutôt que des motivations individuelles. Cette discrimination façonne aussi des identités collectives, potentiellement propices à la participation dans le champ politique.

En conséquence, l'absence de passage à la politisation organisée sur ce sujet semble davantage s'expliquer par l'affaiblissement du financement des relais associatifs et les formes de répression des associations investies sur ce sujet, notamment sous l'effet de biais de la lutte contre le communautarisme.

*« Une des pistes explicatives de cet embrasement est l'absence de prise en charge de la politisation ordinaire liée aux discriminations territoriales et raciales, qui, sans débouchés, s'avère hautement inflammable. »*

## **VIOLENCES ET QUARTIERS : 1 podcast + 1 article + 1 série d'articles**

### **Modèle social et services publics/ Stratégie urbaine**

*Des homicides racistes à l'origine de la marche de l'égalité et contre le racisme, aux émeutes urbaines les plus récentes, en passant par l'impact des trafics, les quartiers sont le théâtre d'expressions de violence, ponctuelles ou diffuses. Plusieurs mises en perspective de ces actes violents convoquent des dimensions historiques, sociales, culturelles et interpellent le(s) rôle(s) de l'Etat.*

### **France culture : La marche de 83, histoire d'une égalité manquée**

Dans cette série documentaire radiophonique sur France culture, Charlène De Vargas engage, autour de plusieurs chercheurs, une réflexion large à l'occasion des 40 ans de la marche de l'égalité et contre le racisme. Elle revient sur la mémoire des crimes racistes dans le prolongement de l'histoire coloniale, puis sur le moment où la France prend conscience de la deuxième génération d'immigrés installés désormais durablement. C'est aussi la question des banlieues qui territorialise le rapport à cette population, les classes moyennes ayant quitté les grands ensembles relativement tôt. S'ouvre enfin une réflexion sur la double appartenance culturelle.

*« Dans cette série, nous partons à la recherche des traces contemporaines du racisme colonial, des mécanismes d'invisibilisation toujours à l'œuvre, des paradoxes et des mythes de l'histoire de l'immigration. »*

### **Métropolitiques : Émeutes urbaines et politique de la ville**

Pour Guy Burgel, Géographe, dans Métropolitiques, les émeutes urbaines nous renvoient à une réflexion radicale sur la politique de la ville. Le risque est de chercher à traiter par les mesures d'urgence des problèmes de fonds. Les explications livrées en temps réel sont partielles et imprécises : une diffusion des discriminations racistes, l'influence des réseaux sociaux, l'absence de mixité sociale... Il s'agit de saisir plus profondément la crise urbaine qui s'est durablement installée dans les quartiers. La fiction, comme dans Les Misérables de Ladj Ly, par son pouvoir de condensation du récit y contribue. Les chercheurs sur le terrain doivent aussi y prendre part, pour dépasser récits journalistiques ou dires d'experts. Mais surtout, c'est la perspective des solutions qui est en panne. Elles passent notamment par un emploi désirable, la restauration de l'égalité des chances à l'école et le retour des solidarités. Mais aussi par le fait de reconsidérer la ville « comme un tout », en dézoomant en partie des quartiers en difficulté.

*« Paradoxalement, la démission de l'État et les excès du municipalisme ont abouti au même résultat de sous-estimation des solidarités urbaines, spatiales comme sociales, sans lesquelles il n'y a pas de cité. »*

### **The Conversation : Marseille immersion dans la cité Felix Pyat**

Alors que 49 personnes seraient mortes du trafic de stupéfiants à Marseille en 2023, les anthropologues Dennis Rodgers et Steffen Jensen remettent en cause le caractère réducteur de la façon dont il en est rendu compte. Leurs observations menées sur 7 mois dans une cité entre 2012 et 2023 est restituée en 4 épisodes. Visant à mieux décrire et contextualiser cette violence, ils pointent l'incapacité des termes tels que « règlements de compte » à décrire la façon dont la population dans son ensemble est victime du trafic. Et montrent également l'effacement d'autres formes de violence subies dans les quartiers, qualifiées de « structurelles », « infrastructurelles » ou « environnementales ». L'observation décrit aussi l'appropriation de l'espace par le trafic en vis-à-vis d'aménagements publics qui peuvent également être perçus comme des menaces. Enfin cette immersion rappelle que ce qui est souvent décrit comme un abandon par les pouvoirs publics est un leurre, uniquement rendu possible par la dissociation entre actions sociales et sécuritaires.

*« La représentation symboliquement très violente des cités comme des lieux intrinsèquement problématiques qu'il faut « reconquérir », est de fait facilitée par cette bifurcation entre l'action sociale et l'action sécuritaire de l'Etat français. C'est cette dernière qui permet d'ignorer le fait que socialement, la vie quotidienne dans les citées est fondamentalement régie par l'Etat, et de mettre en avant l'idée que les cités ont besoin d'être « reconquises » par l'Etat. »*

## LES EMEUTES OU LA GRANDE VULNÉRABILITÉ DES QPV : 1 article en condensé

### Modèle social et services publics

Les émeutes urbaines sont présentées comme un fait social global à l'échelle nationale ; à l'inverse, la géographie prioritaire définit des quartiers pour des situations locales aux critères spécifiques. Les deux cartes se recoupent-elles, et le cas échéant sur quels critères ?

### La vie des idées : Les territoires des émeutes : La ségrégation urbaine au cœur des violences



Maela Guillaume-Le Gall et Marco Oberti, ingénieure de recherche et sociologue, présentent dans la Vie des idées une étude statistique sur la géographie des récentes émeutes, comparée à celle de 2005 et aux Gilets Jaunes. Les QPV apparaissent comme l'indicateur le plus prédictif des émeutes, ce qui accrédite implicitement le lien direct entre l'urgence d'améliorer la situation des quartiers et la colère des habitants que révèlent les violences urbaines.

Une spécificité des émeutes de 2023 est le rôle des réseaux sociaux dans la diffusion de la polémique sur l'événement déclencheur. Il s'ensuit que les émeutes ont été rapidement plus intenses, mais aussi qu'elles ont duré moins longtemps qu'en 2005. Le premier temps émotionnel est d'abord limité à la région parisienne et Lyon, puis la diffusion dans toutes les régions se produit progressivement pour atteindre des villes de plus en plus petites. Le second temps est insurrectionnel et touche, à la différence de 2005, beaucoup de bâtiments privés, notamment les commerces. Ce point est nouveau.

Déjà en 2005, les villes les plus touchées étaient celles qui avaient un ou plusieurs quartiers en politique de la ville. Cette prévalence est renforcée en 2023. Ainsi 79% des villes en politique de la ville ont connu des violences, et 71% en 2005. Seulement 26% des villes qui n'ont pas de QPV ont connu des violences contre 40% en 2005 (à noter toutefois que la refonte de la géographie prioritaire en 2014 a pu faire évoluer ces échantillons). Le phénomène s'est donc concentré selon ce critère. Il se propage aussi davantage dans les villes petites et moyennes. Les villes plus pauvres, avec une forte concentration de logements sociaux et d'immigrés sont plus touchées. Mais l'originalité de l'étude est de montrer que plus les difficultés sont concentrées localement au sein des villes, et plus les violences sont intenses. Autrement dit, la carte de l'intensité de la ségrégation urbaine recoupe celle de l'intensité de la violence.

Paradoxalement, les faibles niveaux de vie, ou les forts taux de chômages, n'augmentent pas la probabilité d'avoir une émeute, précisément parce qu'ils sont des moyennes à l'échelle communale. Ce qui influence le plus est la concentration de ces populations au sein des communes dans des quartiers ségrégués. C'est pourquoi le premier critère de prédiction qui ressort dans les modèles statistiques des auteurs est la présence d'une école défavorisée, c'est-à-dire un équipement rattaché à un quartier et non à la ville. Ce résultat fonctionne tant pour la région parisienne que pour les villes moyennes.

*« C'est bien la ségrégation socio-résidentielle (mais aussi scolaire) qui apparaît comme le facteur crucial. »*